Abandonner les soignant·es, c'est abandonner les patient·es

Le CODEF a pris connaissance du communiqué du syndicat CGT de l'hôpital Jean Bouveri, publié après la visite éclair de la Ministre de la Santé. Nous le soutenons pleinement.

La Ministre, Stéphanie Rist Ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, n'a pris aucun temps pour échanger avec les représentant·es du personnel. Les usager·ères n'ont pas été entendus non plus. Ce n'est pas un hasard : quand on refuse d'écouter ceux qui soignent, on refuse aussi d'entendre ceux qui sont soignés.

Une même réalité, des deux côtés du lit
Le manque de personnel, de matériel et de lits, l'épuisement des équipes et les remplacements impossibles ont des conséquences directes pour les patient·es :

- une attente aux urgences qui s'allonge, parfois sur un brancard ;
- moins de temps pour écouter, expliquer et rassurer ;
- des sorties trop rapides et des retours à domicile mal préparés ;
- des services qui ferment ou qui se réduisent, et des patient·es obligé·es de partir se soigner loin du bassin montcellien ;
- pendant la canicule, des patient·es fragiles et des agent·es exposé·es dans des locaux inadaptés, sans que l'État ait anticipé.

Cette situation n'est pas due aux personnels, qui la subissent. C'est une maltraitance institutionnelle : elle touche à la fois les agent·es, qui ne peuvent plus soigner comme ils le voudraient, et les usager·ères, qui ne reçoivent plus les soins auxquels ils ont droit.

Le CODEF demande, avec les personnels de l'hôpital Jean Bouveri :

1. une vraie rencontre avec le ministère et l'ARS, avec les représentant·es du personnel et des usager·ères ;
2. des effectifs suffisants dans tous les services, et la revalorisation des agent·es, notamment par l'augmentation du point d'indice ;
3. le maintien et le développement de tous les services de l'hôpital Jean Bouveri, pour que les habitant·es puissent se soigner près de chez eux ;
4. un plan canicule financé : des locaux adaptés, du matériel et des renforts en personnel ;
5. des moyens à la hauteur des besoins de santé du territoire ;
6. de quoi sera fait ce projet de territoire qui laisse beaucoup de questions en suspend.

Agent·es et usager·ères, même combat
Défendre les personnels, c'est défendre les patient·es. Le CODEF invite la population du bassin à se joindre aux agent·es de l'hôpital Jean Bouveri pour obtenir un service public hospitalier digne de ce nom.

La santé n'attend pas. Les personnels non plus. Les usager·ères non plus.

24 Octobre 2026